

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/12043]

23 MARS 2017. — Loi relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle prononcées à titre d'alternative à la détention préventive

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Principes généraux*

Art. 2. § 1^{er}. La présente loi régit la reconnaissance des décisions relatives à des mesures de contrôle, telles que visées à l'article 3, prononcées à titre d'alternative à la détention préventive sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne autre que celui qui a prononcé la décision. La présente loi énonce également les règles selon lesquelles un État membre assure la surveillance de ces mesures de contrôle et remet la personne concernée à l'État d'émission en cas de non-respect de ces mesures.

§ 2. Les objectifs poursuivis sont:

1° de garantir le cours régulier de la justice et, notamment, la comparution en justice de la personne concernée;

2° de promouvoir, le cas échéant, le recours, au cours d'une procédure pénale, aux mesures non privatives de liberté au profit de personnes qui ne résident pas dans l'État membre où a lieu la procédure;

3° d'améliorer la protection des victimes et des citoyens en général.

Art. 3. Pour l'application de la présente loi, on entend par:

1° décision relative à des mesures de contrôle: une décision exécutoire prononcée par une autorité compétente de l'État d'émission au cours d'une procédure pénale et prononçant à l'encontre d'une personne physique une ou plusieurs mesures de contrôle à titre d'alternative à la détention préventive;

2° mesures de contrôle: des obligations et injonctions imposées à une personne physique conformément au droit national et aux procédures de l'État d'émission;

3° État d'émission: l'État membre de l'Union européenne dans lequel une décision relative à des mesures de contrôle a été prononcée;

4° État d'exécution: l'État membre de l'Union européenne dans lequel les mesures de contrôle sont surveillées;

5° certificat: le document dont le modèle type figure à l'annexe 1, signé par l'autorité compétente de l'État d'émission qui certifie que son contenu est exact.

Art. 4. § 1^{er}. La présente loi s'applique lorsque la décision relative à des mesures de contrôle comporte une des mesures suivantes:

1° l'obligation pour la personne d'informer l'autorité compétente de l'État d'exécution de tout changement de résidence, en particulier aux fins de recevoir une convocation à une audition ou à une audience au cours d'une procédure pénale;

2° l'obligation de ne pas se rendre dans certaines localités, certains endroits ou certaines zones définies de l'État d'émission ou de l'État d'exécution;

3° l'obligation de rester en un lieu déterminé, le cas échéant durant des périodes déterminées;

4° l'obligation comportant des restrictions quant à la possibilité de quitter le territoire de l'État d'exécution;

5° l'obligation de se présenter à des heures précises devant une autorité spécifique;

6° l'obligation d'éviter tout contact avec certaines personnes ayant un lien avec l'infraction ou les infractions présumées.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/12043]

23 MAART 2017. — Wet inzake de toepassing van het beginsel van wederzijdse erkenning op beslissingen inzake toezichtmaatregelen uitgesproken als alternatief voor voorlopige hechtenis

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Algemene beginselen*

Art. 2. § 1. Deze wet regelt de erkenning van beslissingen inzake toezichtmaatregelen, zoals bedoeld in artikel 3, uitgesproken als alternatief voor voorlopige hechtenis op het grondgebied van een andere lidstaat van de Europese Unie dan die waar de beslissing is uitgesproken. Deze wet stelt eveneens regels vast volgens welke een lidstaat toeziet op de naleving van die toezichtmaatregelen en de betrokken persoon, als de maatregelen niet worden nageleefd, overlevert aan de beslissingsstaat.

§ 2. De nagestreefde doelstellingen zijn:

1° de normale rechtsgang te garanderen en, met name, ervoor te zorgen dat de betrokkene beschikbaar is om voor de rechter te verschijnen;

2° in voorkomend geval te bevorderen dat tijdens de strafprocedure, jegens niet-ingezetenen van de lidstaat waar het proces plaatsvindt, niet-vrijheidsbenemende maatregelen worden toegepast;

3° de bescherming van slachtoffers en de burgers in het algemeen te verbeteren.

Art. 3. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° beslissing inzake toezichtmaatregelen: een uitvoerbare beslissing, door een bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat genomen in het kader van een strafrechtelijke procedure, waarbij aan een natuurlijke persoon, als alternatief voor voorlopige hechtenis, een of meer toezichtmaatregelen zijn opgelegd;

2° toezichtmaatregelen: verplichtingen en instructies die volgens het nationale recht en de procedures van de beslissingsstaat aan een natuurlijke persoon worden opgelegd;

3° beslissingsstaat: de lidstaat van de Europese Unie waar een beslissing inzake toezichtmaatregelen is gegeven;

4° tenuitvoerleggingsstaat: de lidstaat van de Europese Unie waar op de toezichtmaatregelen wordt toegezien;

5° certificaat: het document waarvan het model in bijlage 1 is opgenomen, ondertekend door de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat, die verklaart dat de inhoud correct is.

Art. 4. § 1. Deze wet is van toepassing wanneer de beslissing inzake toezichtmaatregelen een van de volgende toezichtmaatregelen bevat:

1° de verplichting van de betrokkene om de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat in kennis te stellen van elke wijziging van zijn verblijfplaats, met name met het oog op toezending van de oproeping om tijdens de strafprocedure in rechte te verschijnen;

2° de verplichting om bepaalde locaties, plaatsen of afgebakende gebieden in de beslissingsstaat of in de tenuitvoerleggingsstaat niet te betreden;

3° de verplichting om, in voorkomend geval gedurende aangegeven perioden, op een aangegeven plaats te blijven;

4° de verplichting houdende beperking van het recht om het grondgebied van de tenuitvoerleggingsstaat te verlaten;

5° de verplichting zich op gezette tijden bij een bepaalde autoriteit te melden;

6° de verplichting contact met bepaalde personen te vermijden in verband met de vermeende strafbare feiten.

§ 2. La présente loi peut également s'appliquer à d'autres mesures que celles visées au paragraphe 1^{er}, qui accompagnent la décision relative à des mesures de contrôle.

Art. 5. § 1^{er}. La présente loi instaure un régime sans accord préalable de l'État d'exécution et un régime avec accord préalable de l'État d'exécution.

§ 2. Le régime sans accord préalable s'applique aux transmissions de décisions relatives à des mesures de contrôle aux fins de reconnaissance et de surveillance à l'État membre du lieu de la résidence légale et habituelle de la personne, lorsque celle-ci, ayant été informée des mesures de contrôle concernées, consent à retourner dans cet État.

§ 3. Le régime avec accord préalable de l'État d'exécution s'applique, à la demande de la personne concernée, aux transmissions de décisions relatives à des mesures de contrôle aux fins de reconnaissance et de surveillance à un État membre de l'Union européenne autre que celui dans lequel la personne concernée a sa résidence légale et habituelle.

La demande de la personne ne crée pas d'obligation dans le chef de l'État d'émission, ce dernier décidant seul de transmettre la décision relative à des mesures de contrôle et le certificat à un autre État membre.

Art. 6. § 1^{er}. Les autorités compétentes belges consultent les autorités compétentes de l'autre État membre concerné chaque fois que la situation le nécessite et plus particulièrement:

1° dans le cadre de la préparation d'une décision relative à des mesures de contrôle, ainsi que du certificat, ou à tout le moins avant de les transmettre;

2° en vue de faciliter la surveillance efficace des mesures de contrôle;

3° lorsque la personne concernée a gravement enfreint les mesures de contrôle prononcées.

§ 2. Les autorités compétentes belges échangent avec les autorités compétentes de l'autre État membre concerné toutes informations utiles, et notamment:

1° les informations permettant de vérifier l'identité et le lieu de résidence de la personne concernée;

2° les informations pertinentes extraites du casier judiciaire central.

Art. 7. La décision relative à des mesures de contrôle, ou une copie certifiée conforme de celle-ci, est transmise par tout moyen laissant une trace écrite. Elle est accompagnée du certificat.

L'original de la décision relative à des mesures de contrôle, ou du certificat, ou une copie certifiée conforme de ces documents, sont envoyés sur demande.

Art. 8. § 1^{er}. Les frais résultant de l'exécution de la décision relative à des mesures de contrôle prononcée dans un autre État membre de l'Union européenne sont pris en charge par la Belgique.

§ 2. Les frais occasionnés exclusivement sur le territoire de l'autre État membre ainsi que les frais liés au déplacement de la personne concernée entre l'État d'exécution et l'État d'émission ne sont pas pris en charge par la Belgique.

CHAPITRE 3. — Procédure relative à la reconnaissance d'une décision relative à des mesures de contrôle prononcée dans un autre État membre de l'Union européenne et à la surveillance de ces mesures en Belgique

Section 1^{re}. — Autorité compétente pour donner l'accord préalable

Art. 9. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 5, § 3, l'autorité compétente pour donner l'accord préalable à la transmission de la décision relative à des mesures de contrôle accompagnée du certificat est le ministre qui a la Justice dans ses attributions.

§ 2. Avant de prendre sa décision, le ministre qui a la Justice dans ses attributions vérifie:

1° si la personne concernée ne constitue pas une menace pour l'ordre public;

2° si la personne concernée remplit les conditions liées à son séjour sur le territoire belge;

3° s'il existe des éléments manifestes selon lesquels les mesures de contrôle ne pourraient pas être surveillées sur le territoire belge conformément au système juridique belge;

4° si la présence de la personne concernée sur le territoire belge ne représente pas un risque pour la protection des victimes et des citoyens en général.

§ 2. Deze wet kan ook van toepassing zijn op andere maatregelen dan die bedoeld in paragraaf 1, die de beslissing inzake toezichtmaatregelen vergezellen.

Art. 5. § 1. Deze wet voert een stelsel zonder voorafgaand akkoord van de tenuitvoerleggingsstaat en een stelsel met voorafgaand akkoord van de tenuitvoerleggingsstaat in.

§ 2. Het stelsel zonder voorafgaand akkoord is van toepassing op de toezending van beslissingen inzake toezichtmaatregelen met het oog op de erkenning en het toezicht aan de lidstaat waar de persoon zijn wettige en vaste verblijfplaats heeft, indien deze, na van de betrokken toezichtmaatregelen op de hoogte te zijn gebracht, bereid is naar die staat terug te keren.

§ 3. Het stelsel met voorafgaand akkoord van de tenuitvoerleggingsstaat is, op verzoek van de betrokkene, van toepassing op de toezending van beslissingen inzake toezichtmaatregelen met het oog op de erkenning en het toezicht aan enige andere lidstaat van de Europese Unie dan die waar de betrokken persoon zijn wettige en vaste verblijfplaats heeft.

Het verzoek van de persoon creëert evenwel geen verplichting voor de beslissingsstaat aangezien laatstgenoemde alleen kan beslissen om de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het certificaat aan een andere lidstaat toe te zenden.

Art. 6. § 1. De bevoegde Belgische autoriteiten raadplegen de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaat telkens als de situatie dit vereist en inzonderheid:

1° tijdens de voorbereiding van een beslissing inzake toezichtmaatregelen en de voorbereiding van het certificaat of ten minste voordat deze documenten worden toegezonden;

2° ter bevordering van het efficiënte verloop van het toezicht op de toezichtmaatregelen;

3° indien de betrokkene de opgelegde toezichtmaatregelen ernstig heeft geschonden.

§ 2. De bevoegde Belgische autoriteiten wisselen met de bevoegde autoriteiten van de andere lidstaat alle nuttige informatie uit, met name:

1° informatie aan de hand waarvan de identiteit en de woonplaats van de betrokkene kunnen nagegaan;

2° relevante informatie uit het centraal strafregister.

Art. 7. De beslissing inzake toezichtmaatregelen of een voor eensluidend verklaard afschrift daarvan wordt op zodanige wijze toegezonden dat de kennisgeving ervan schriftelijk kan worden vastgelegd. Het certificaat wordt eveneens meegezonden.

Het origineel van de beslissing inzake toezichtmaatregelen, of van het certificaat, of de voor eensluidend verklaarde afschriften daarvan, worden op verzoek toegezonden.

Art. 8. § 1. De kosten voortvloeiend uit de tenuitvoerlegging van de beslissing inzake toezichtmaatregelen, uitgesproken in een andere lidstaat van de Europese Unie, worden door België gedragen.

§ 2. De kosten die uitsluitend op het grondgebied van de andere lidstaat zijn gemaakt en de kosten met betrekking tot de verplaatsing van de persoon tussen de tenuitvoerleggingsstaat en de beslissingsstaat worden niet gedragen door België.

HOOFDSTUK 3. — Procedure inzake de erkenning van een beslissing inzake toezichtmaatregelen uitgesproken in een andere lidstaat van de Europese Unie en het toezicht op die maatregelen in België

Afdeling 1. — Autoriteit bevoegd om het voorafgaand akkoord te geven

Art. 9. § 1. In de in artikel 5, § 3, bedoelde gevallen is de minister bevoegd voor justitie de bevoegde autoriteit om het voorafgaand akkoord te geven voor de toezending van de beslissing inzake toezichtmaatregelen, tezamen met het certificaat.

§ 2. Alvorens een beslissing te nemen, gaat de minister bevoegd voor justitie na:

1° of de betrokken persoon geen bedreiging voor de openbare orde vormt;

2° of de betrokken persoon voldoet aan de voorwaarden verbonden aan zijn verblijf op het Belgische grondgebied;

3° of er duidelijke elementen zijn op grond waarvan er niet kan worden toegezien op de toezichtmaatregelen op het Belgische grondgebied overeenkomstig het Belgische rechtssysteem;

4° of de aanwezigheid van de betrokken persoon op het Belgisch grondgebied geen risico inhoudt voor de bescherming van de slachtoffers en de burgers in het algemeen.

Art. 10. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions informe sans délai l'État d'émission de sa décision de consentir ou non à la transmission de la décision relative à des mesures de contrôle. S'il consent à la transmission de la décision, le ministre qui a la Justice dans ses attributions en informe le ministère public près le tribunal d'arrondissement dans lequel est situé le lieu où la personne concernée souhaite résider.

Section 2. — Conditions de la reconnaissance et de la surveillance

Art. 11. § 1^{er}. La reconnaissance de la décision relative à des mesures de contrôle et la surveillance de ces mesures sont refusées si les faits pour lesquels la décision a été prononcée ne constituent pas une infraction au regard du droit belge.

§ 2. Le paragraphe premier ne s'applique pas si les faits constituent une des infractions suivantes pour autant qu'elles soient punies dans l'État d'émission d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins trois ans:

- 1° participation à une organisation criminelle;
- 2° terrorisme;
- 3° traite des êtres humains;
- 4° exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie;
- 5° trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;
- 6° trafic illicite d'armes, de munitions et d'explosifs;
- 7° corruption;
- 8° fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes;
- 9° blanchiment du produit du crime;
- 10° faux monnayage et contrefaçon de l'euro;
- 11° cybercriminalité;
- 12° crimes contre l'environnement, y compris le trafic illicite d'espèces animales menacées, et le trafic illicite d'espèces et d'essences végétales menacées;
- 13° aide à l'entrée et au séjour irréguliers;
- 14° homicide volontaire, coups et blessures graves;
- 15° trafic illicite d'organes et de tissus humains;
- 16° enlèvement, séquestration et prise d'otage;
- 17° racisme et xénophobie;
- 18° vols organisés ou avec arme;
- 19° trafic illicite de biens culturels y compris d'antiquités et d'œuvres d'art;
- 20° escroquerie;
- 21° racket et extorsion de fonds;
- 22° contrefaçon et piratage de produits;
- 23° falsification de documents administratifs et trafic de faux;
- 24° falsification de moyens de paiement;
- 25° trafic illicite de substances hormonales et autres facteurs de croissance;
- 26° trafic illicite de matières nucléaires et radioactives;
- 27° trafic de véhicules volés;
- 28° viol;
- 29° incendie volontaire;
- 30° crimes relevant de la juridiction de la Cour pénale internationale;
- 31° détournement d'avion ou de navire;
- 32° sabotage.

§ 3. En matière de taxes et impôts, de douane et de change, la reconnaissance de la décision relative à des mesures de contrôle et la surveillance des mesures de contrôle ne pourront être refusées pour le motif que la loi belge n'impose pas le même type de taxes ou d'impôts ou ne contient pas le même type de réglementation en matière de taxes ou impôts, de douane et de change que la législation de l'État d'émission.

Art. 10. De minister bevoegd voor justitie brengt de beslissingsstaat onverwijld op de hoogte van zijn beslissing om al dan niet toe te stemmen in de toezending van de beslissing inzake toezichtmaatregelen. Indien hij toestemt in de toezending van de beslissing stelt de minister bevoegd voor justitie het openbaar ministerie bij het rechtbank van het arrondissement waarin de plaats waar de betrokken persoon wenst te verblijven.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor de erkenning en het toezicht

Art. 11. § 1. De erkenning van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het toezicht op die maatregelen worden geweigerd indien de feiten die aan de beslissing ten grondslag liggen krachtens het Belgische recht geen strafbaar feit opleveren.

§ 2. De eerste paragraaf is niet van toepassing ingeval het gaat om een van de volgende strafbare feiten, voor zover deze in de beslissingsstaat met een maximale vrijheidsbenemende straf van minimaal drie jaar worden gestraft:

- 1° deelneming aan een criminele organisatie;
- 2° terrorisme;
- 3° mensenhandel;
- 4° seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie;
- 5° illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen;
- 6° illegale handel in wapens, munitie en explosieven;
- 7° corruptie;
- 8° fraude, daaronder begrepen fraude die afbreuk doet aan de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen in de zin van de Overeenkomst van 26 juli 1995 aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen;
- 9° witwassen van de opbrengst van misdrijven;
- 10° valsemunterij en namaak van de euro;
- 11° computercriminaliteit;
- 12° milieucriminaliteit, daaronder begrepen illegale handel in bedreigde diersoorten en illegale handel in bedreigde plantensoorten;
- 13° hulp bij het onrechtmatig binnenkomen van of verblijven op het grondgebied;
- 14° opzettelijke doodslag of ernstige slagen en verwondingen;
- 15° illegale handel in menselijke organen en weefsel;
- 16° ontvoering, opsluiting en gijzelneming;
- 17° racisme en vreemdelingenhaat;
- 18° georganiseerde of gewapende diefstal;
- 19° illegale handel in cultuurgoederen, daaronder begrepen antiquiteiten en kunstwerken;
- 20° oplichting;
- 21° racketeering en afpersing;
- 22° namaak en ongeoorloofde productie van goederen;
- 23° vervalsing van administratieve documenten en handel in valse stukken;
- 24° vervalsing van betaalmiddelen;
- 25° illegale handel in hormonale stoffen en andere groeifactoren;
- 26° illegale handel in nucleaire en radioactieve stoffen;
- 27° handel in gestolen voertuigen;
- 28° verkrachting;
- 29° opzettelijke brandstichting;
- 30° misdaden die tot de rechtsmacht van het Internationaal Strafhof behoren;
- 31° kaping van vliegtuigen of schepen;
- 32° sabotage.

§ 3. Met betrekking tot taksen en belastingen, douanerechten en deviezen mogen de erkenning van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het toezicht op die maatregelen niet worden geweigerd op grond van het feit dat de Belgische wet niet dezelfde soort taksen of belastingen heft, of niet dezelfde soort regelgeving inzake taksen, belastingen, douanerechten en deviezen kent als de wetgeving van de beslissingsstaat.

§ 4. Le paragraphe 2, 14° ne s'applique ni aux faits d'avortement visés à l'article 350, alinéa 2, du Code pénal, ni aux faits d'euthanasie visés par la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie.

Art. 12. La reconnaissance de la décision relative à des mesures de contrôle et la surveillance de ces mesures sont refusées dans les cas suivants:

1° la reconnaissance de la décision relative à des mesures de contrôle serait contraire au principe "ne bis in idem";

2° le droit belge prévoit une immunité qui rend impossible la surveillance des mesures de contrôle qui accompagnent la décision relative à des mesures de contrôle;

3° la mesure de contrôle a été prononcée à l'encontre d'une personne qui, selon le droit belge, ne pouvait pas, en raison de son âge, être pénalement responsable des faits sur lesquels porte la décision relative à des mesures de contrôle;

4° l'action pénale est prescrite en vertu du droit belge et les faits relèvent de la compétence des juridictions belges;

5° il y a des raisons sérieuses de croire que la surveillance des mesures de contrôle aurait pour effet de porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne concernée, tels qu'ils sont consacrés par l'article 6 du Traité sur l'Union européenne;

6° les conditions de l'article 5, § 2, ne sont pas remplies;

7° la transmission de la décision relative à des mesures de contrôle relève du régime avec accord préalable et l'accord du ministre qui a la Justice dans ses attributions n'a pas été donné conformément à l'article 9.

Art. 13. § 1^{er}. La reconnaissance de la décision relative à des mesures de contrôle et la surveillance de ces mesures peuvent être refusées dans les cas suivants:

1° les mesures de contrôle accompagnant la décision relèvent de l'article 4, § 2;

2° en cas de non-respect des mesures de contrôle, la remise de la personne concernée pourrait être refusée conformément aux articles 4 à 8 de la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen.

§ 2. Si le certificat est incomplet ou s'il ne correspond manifestement pas à la décision relative à des mesures de contrôle, la reconnaissance de ladite décision et la surveillance de ces mesures peuvent être autorisées si le ministère public estime disposer des éléments d'information suffisants.

Si le ministère public estime ne pas disposer des éléments d'information suffisants pour permettre la reconnaissance de la décision relative à des mesures de contrôle et la surveillance de ces mesures, il accorde un délai raisonnable à l'autorité compétente de l'État d'émission pour que le certificat soit complété ou rectifié. Si les informations ne sont pas fournies dans le délai accordé, la reconnaissance et la surveillance sont refusées.

§ 3. Lorsque le ministère public estime que la reconnaissance d'une décision relative à des mesures de contrôle pourrait être refusée dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, 2°, mais qu'il est prêt à reconnaître la décision et à assurer la surveillance des mesures de contrôle, il en informe l'autorité compétente de l'État d'émission en mentionnant les raisons du refus possible. Le ministère public peut, si l'autorité compétente de l'État d'émission ne retire pas le certificat, reconnaître la décision relative à des mesures de contrôle et surveiller les mesures qui y sont prévues, étant entendu que la personne concernée ne pourrait pas être remise conformément aux articles 4 à 8 de la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen.

Section 3. — Procédure de reconnaissance et de surveillance

Art. 14. L'autorité compétente pour la reconnaissance d'une décision relative à des mesures de contrôle est le ministère public près le tribunal d'arrondissement dans lequel est situé la résidence légale et habituelle de l'intéressé ou, à défaut, du lieu où celui-ci souhaite résider.

Art. 15. § 1^{er}. Le certificat adressé au ministère public doit être rédigé ou traduit en français, en néerlandais, en allemand ou en anglais par l'autorité compétente de l'État d'émission.

§ 2. Lorsqu'une autre autorité reçoit la décision relative à des mesures de contrôle accompagnée du certificat, elle les transmet d'office au ministère public et en informe l'autorité d'émission par tout moyen laissant une trace écrite.

§ 4. Paragraaf 2, 14°, is niet van toepassing op abortus bedoeld in artikel 350, tweede lid, van het Strafwetboek en op euthanasie bedoeld in de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie.

Art. 12. De erkenning van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het toezicht op die maatregelen worden in de volgende gevallen geweigerd:

1° de erkenning van de beslissing inzake toezichtmaatregelen is onverenigbaar met het beginsel "ne bis in idem";

2° het Belgische recht voorziet in een immunité die het houden van toezicht op de toezichtmaatregelen bij de beslissing inzake toezichtmaatregelen, onmogelijk maakt;

3° de toezichtmaatregel is opgelegd aan een persoon die volgens het Belgische recht wegens zijn leeftijd niet strafrechtelijk verantwoordelijk kan worden gesteld voor de feiten waarop de beslissing inzake toezichtmaatregelen betrekking heeft;

4° de strafvordering is volgens het Belgische recht verjaard en de Belgische gerechten zijn bevoegd om kennis te nemen van de feiten;

5° er bestaan ernstige redenen om aan te nemen dat het toezicht op de toezichtmaatregelen afbreuk zou doen aan de fundamentele rechten van de betrokken persoon, zoals vastgelegd in artikel 6 van het Verdrag betreffende de Europese Unie;

6° er is niet voldaan aan de in artikel 5, § 2, vermelde criteria;

7° de toezending van de beslissing inzake toezichtmaatregelen valt onder het stelsel met voorafgaand akkoord en het akkoord van de minister bevoegd voor justitie werd niet gegeven overeenkomstig artikel 9.

Art. 13. § 1. De erkenning van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het toezicht op die maatregelen kunnen in de volgende gevallen worden geweigerd:

1° de toezichtmaatregelen bij de beslissing zijn opgenomen in artikel 4, § 2;

2° in geval van niet-naleving van de toezichtmaatregelen kan de overlevering van de betrokkene worden geweigerd overeenkomstig de artikelen 4 tot 8 van de wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel.

§ 2. Indien het certificaat onvolledig is of kennelijk niet overeenstemt met de beslissing inzake toezichtmaatregelen kunnen de erkenning van die beslissing en het toezicht op die maatregelen worden toegestaan indien het openbaar ministerie van oordeel is dat het over voldoende gegevens beschikt.

Indien het openbaar ministerie van oordeel is dat het niet over voldoende informatie beschikt om de erkenning van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het toezicht op die maatregelen mogelijk te maken, bepaalt het voor de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat een redelijke termijn waarbinnen het certificaat moet worden aangevuld of gecorrigeerd. Indien de informatie niet binnen de bepaalde termijn wordt verstrekt, worden de erkenning en het toezicht geweigerd.

§ 3. Indien het openbaar ministerie van oordeel is dat de erkenning van een beslissing inzake toezichtmaatregelen kan worden geweigerd in het geval bedoeld in § 1, 2°, maar het bereid is de beslissing te erkennen en het toezicht op die toezichtmaatregelen te waarborgen, stelt het de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat daarvan in kennis, met opgave van de redenen voor de mogelijke weigering. Indien de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat het certificaat niet intrekt, kan het openbaar ministerie de beslissing inzake toezichtmaatregelen erkennen en toezicht houden op de daarin vervatte maatregelen, met dien verstande dat de betrokkene mogelijk niet zal worden overgeleverd overeenkomstig de artikelen 4 tot 8 van de wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel.

Afdeling 3. — Procedure voor de erkenning en het toezicht

Art. 14. De autoriteit bevoegd voor de erkenning van een beslissing inzake toezichtmaatregelen is het openbaar ministerie bij de rechtbank van het arrondissement waarin de plaats is gelegen waar de betrokkene zijn wettige en vaste verblijfplaats heeft of, bij gebreke daarvan, van de plaats waar hij zich wenst te vestigen.

Art. 15. § 1. Het aan het openbaar ministerie gerichte certificaat moet in het Nederlands, het Frans, het Duits of het Engels worden opgesteld of vertaald door de bevoegde autoriteit van de beslissingsstaat.

§ 2. Wanneer een andere autoriteit de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het certificaat ontvangt, zendt zij die ambtshalve over aan het openbaar ministerie en stelt zij de beslissingsautoriteit hiervan in kennis op zodanige wijze dat de kennisgeving schriftelijk kan worden vastgelegd.

Art. 16. § 1^{er}. Si l'autorité d'émission consulte préalablement le ministère public, celui-ci peut à cette occasion apprécier par décision motivée s'il n'existe aucune contre-indication à la reconnaissance de la décision relative à des mesures de contrôle et la surveillance ces mesures en Belgique.

§ 2. En vue de statuer sur la reconnaissance de la décision relative à des mesures de contrôle et la surveillance de ces mesures, le ministère public vérifie, dès réception de la décision relative à des mesures de contrôle et du certificat:

1° s'il n'y a pas lieu d'appliquer une des causes de refus prévues aux articles 11 à 13;

2° si les comportements tels qu'ils sont décrits dans le certificat correspondent bien à ceux repris dans la liste de l'article 11, § 2 dans le cas où les faits à la base de la décision relative à des mesures de contrôle sont contenus dans cette liste.

§ 3. Avant de décider de ne pas reconnaître la décision relative à des mesures de contrôle et de ne pas surveiller ces mesures pour les motifs prévus aux articles 12, 1°, 6° et 7° et 13, § 1^{er}, 1°, le ministère public consulte l'autorité compétente de l'État d'émission par tous les moyens appropriés et, le cas échéant, lui demande d'envoyer sans délai toute information supplémentaire nécessaire.

Art. 17. § 1^{er}. Si, de par leur nature, les mesures de contrôle relevant de l'article 4, § 2 sont incompatibles avec le droit belge, le juge d'instruction peut les adapter selon les types de mesures de contrôles qui peuvent être appliquées en droit belge pour des infractions similaires. Les mesures de contrôle adaptées doivent correspondre autant que possible à celles prononcées dans l'État d'émission.

§ 2. En aucun cas, la mesure de contrôle prononcée dans l'État d'émission ne peut être aggravée.

Art. 18. § 1^{er}. Sous réserve de l'application de l'article 19, le ministère public statue dès que possible, et au plus tard dans un délai de vingt jours à compter de la réception de la décision relative à des mesures de contrôle et du certificat, sur la reconnaissance de ladite décision et la surveillance de ces mesures et en informe l'autorité compétente de l'État d'émission.

§ 2. La décision de reconnaître ou non la décision relative à des mesures de contrôle, de surveiller ces mesures et, éventuellement, la décision d'adapter ces mesures sont signifiées à la personne concernée, lorsque celle-ci a sa résidence légale et habituelle sur le territoire belge.

La personne peut contester la décision du ministère public et saisir la chambre du conseil par requête au greffe, dans un délai de vingt-quatre heures à compter de la signification de la décision.

La chambre du conseil statue, dans un délai de quinze jours, uniquement sur la base de l'article 16, § 2. La décision de la chambre du conseil peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

§ 3. Lorsque la décision de reconnaissance et de surveillance est définitive et au plus tard dans un délai de quarante jours à compter de la réception de la décision relative à des mesures de contrôle, le ministère public en informe l'État d'émission.

§ 4. Lorsque le ministère public décide de reconnaître la décision relative à des mesures de contrôle, il informe l'autorité compétente de l'État d'émission de toute décision d'adaptation prise conformément à l'article 17 et prend sans délai toutes les mesures nécessaires en vue de la surveillance des mesures de contrôle selon les règles de droit belge. La décision de reconnaître la décision relative à des mesures de contrôle rend ces mesures prononcées dans l'État d'émission directement et immédiatement exécutoire en Belgique pour la partie qui reste à subir.

§ 5. Si, dans des circonstances exceptionnelles, le ministère public n'est pas en mesure de respecter le délai prévu aux paragraphes 1^{er} et 3, il en informe sans délai l'autorité compétente de l'État d'émission en indiquant les raisons du retard et le temps qu'il estime nécessaire pour rendre la décision finale.

Art. 19. Lorsque le certificat visé à l'article 7 est incomplet ou ne correspond manifestement pas à la décision relative à des mesures de contrôle, la décision concernant la reconnaissance de la décision relative à des mesures de contrôle et la surveillance de ces mesures peuvent être reportées pendant un délai raisonnable fixé par le ministère public afin de permettre à l'autorité compétente de l'État d'émission de compléter ou rectifier le certificat conformément à l'article 13, § 2.

Art. 16. § 1. Indien de beslissingsautoriteit vooraf overleg pleegt met het openbaar ministerie, kan laatstgenoemde bij deze gelegenheid bij een met redenen omklede beslissing oordelen of er geen tegenaanwijzingen bestaan voor de erkenning van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het toezicht op die maatregelen in België.

§ 2. Met het oog op de beslissing over de erkenning van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het toezicht op die maatregelen gaat het openbaar ministerie vanaf de ontvangst van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het certificaat, na:

1° of een van de in de artikelen 11 tot 13 bepaalde weigeringsgronden moet worden aangevoerd;

2° of, in het geval waarin de aan de beslissing inzake toezichtmaatregelen ten grondslag liggende feiten worden vermeld in de lijst van artikel 11, § 2, de gedragingen zoals omschreven in het certificaat wel degelijk overeenkomen met deze feiten.

§ 3. Vooraleer te beslissen om de beslissing inzake toezichtmaatregelen niet te erkennen en geen toezicht te houden op die maatregelen om de gronden bepaald in de artikelen 12, 1°, 6° en 7° en 13, § 1, 1°, raadpleegt het openbaar ministerie de bevoegde autoriteit van de beslissingsstaat naar behoren en, in voorkomend geval, vraagt het om onverwijld alle aanvullende noodzakelijke informatie toe te zenden.

Art. 17. § 1. Indien de aard van de toezichtmaatregelen opgenomen in artikel 4, § 2 onverenigbaar is met het Belgische recht, kan de onderzoekrechter die maatregelen aanpassen volgens de soorten toezichtmaatregelen die krachtens het Belgische recht voor vergelijkbare strafbare feiten kunnen worden toegepast. De aangepaste toezichtmaatregelen moeten zoveel als mogelijk overeenkomen met de maatregelen uitgesproken in de beslissingsstaat.

§ 2. De in de beslissingsstaat uitgesproken toezichtmaatregel mag in geen geval worden verzward.

Art. 18. § 1. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 19, beslist het openbaar ministerie zodra dit mogelijk is en uiterlijk binnen een termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het certificaat, over de erkenning van voornoemde beslissing en over het toezicht op die maatregelen, waarna het de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat hiervan in kennis stelt.

§ 2. De beslissing om de beslissing inzake toezichtmaatregelen al dan niet te erkennen en toezicht te houden op die maatregelen en, eventueel, de beslissing tot aanpassing van die maatregelen worden betekend aan de betrokken persoon wanneer die zijn vaste en wettige verblijfplaats op het Belgische grondgebied heeft.

De persoon kan de beslissing van het openbaar ministerie betwisten en de zaak aanhangig maken bij de raadkamer door middel van een verzoekschrift gericht aan de griffie, binnen een termijn van vierentwintig uur te rekenen vanaf de betekening van de beslissing.

De raadkamer doet enkel uitspraak op grond van artikel 16, § 2, binnen een termijn van vijftien dagen. Tegen de beslissing van de raadkamer kan cassatieberoep worden ingesteld.

§ 3. Wanneer de beslissing tot erkenning en toezicht definitief is en uiterlijk binnen een termijn van veertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de beslissing, brengt het openbaar ministerie de beslissingsstaat hiervan op de hoogte.

§ 4. Het openbaar ministerie stelt, wanneer het beslist om de beslissing inzake toezichtmaatregelen te erkennen, de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat in kennis van enige beslissing tot aanpassing overeenkomstig artikel 17 en neemt het onverwijld alle maatregelen die nodig zijn voor het toezicht op de toezichtmaatregelen volgens de regels van het Belgische recht. De beslissing om de beslissing inzake toezichtmaatregelen te erkennen, maakt die in de beslissingsstaat uitgesproken maatregelen rechtstreeks en onmiddellijk uitvoerbaar in België voor het deel dat nog moet worden ondergaan.

§ 5. Indien het, in uitzonderlijke omstandigheden, voor het openbaar ministerie onmogelijk is de in paragrafen 1 en 3 bedoelde termijn na te leven, stelt het de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat hiervan onverwijld in kennis, met opgave van de redenen voor de vertraging en van de tijd die het nog voor het nemen van een definitieve beslissing nodig zal hebben.

Art. 19. Indien het in artikel 7 bedoelde certificaat onvolledig is of kennelijk niet overeenstemt met de beslissing inzake toezichtmaatregelen kunnen de beslissing tot erkenning van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en het toezicht op die maatregelen worden uitgesteld totdat het certificaat, binnen een redelijke termijn bepaald door het openbaar ministerie, door de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat is aangevuld of gecorrigeerd overeenkomstig artikel 13, § 2.

Art. 20. Le ministère public met fin à la surveillance des mesures de contrôle dès qu'il est informé par l'autorité compétente de l'État d'émission de toute décision qui a pour effet d'ôter à la décision relative aux mesures de contrôle son caractère exécutoire.

Section 4. — Surveillance des mesures de contrôle et ses conséquences

Art. 21. § 1^{er}. La surveillance des mesures de contrôle est régie par le droit belge à l'exception de toute décision ultérieure en lien avec la décision relative à des mesures de contrôle.

§ 2. Dans l'hypothèse où l'autorité compétente de l'État d'émission a modifié les mesures de contrôle, le ministère public peut:

1° requérir l'adaptation des mesures de contrôle modifiées en application de l'article 17; ou

2° refuser la surveillance de ces mesures de contrôle modifiées si celles-ci ne font pas partie de mesures de contrôle particulières telles que visées à l'article 4, § 1^{er}.

§ 3. Le ministère public transfère à nouveau à l'autorité compétente de l'État d'émission la compétence de surveiller les mesures de contrôle:

1° lorsque la personne concernée a établi sa résidence légale et habituelle dans un autre État que la Belgique;

2° dès que l'autorité compétente de l'État d'émission a notifié au ministère public le retrait du certificat suite aux informations relatives à la durée maximale pendant laquelle les mesures de contrôle peuvent être surveillées en Belgique ou à l'adaptation de la nature des mesures de contrôle;

3° lorsque l'autorité compétente de l'État d'émission a modifié les mesures de contrôle et que le ministère public refuse d'assurer la surveillance des mesures de contrôle modifiées au motif qu'elles ne figurent pas parmi la liste des mesures de contrôle visés à l'article 4, § 1^{er};

4° lorsqu'il a décidé de mettre un terme à la surveillance des mesures de contrôle et qu'il en a informé l'autorité compétente de l'État d'émission en application de l'article 24, § 2.

§ 4. Dans les cas visés au paragraphe 3, le ministère public consulte l'autorité compétente de l'État d'émission afin d'éviter toute interruption dans la surveillance des mesures de contrôle.

Art. 22. § 1^{er}. Le ministère public statue sur toute demande de l'État d'émission visant à la prolongation de la surveillance des mesures de contrôle.

§ 2. Sans préjudice de l'article 21, la surveillance des mesures de contrôle est effectuée en Belgique pour la durée indiquée par l'État d'émission.

§ 3. Lors de la surveillance des mesures de contrôle, le ministère public peut à tout moment demander à l'autorité compétente de l'État d'émission de fournir des informations indiquant si la surveillance est toujours nécessaire.

Art. 23. Lorsque l'autorité compétente de l'État d'émission a émis un mandat d'arrêt européen ou toute autre décision judiciaire exécutoire ayant le même effet, la procédure de remise sera effectuée conformément à la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen.

Section 5. — Informations à transmettre à l'État d'émission

Art. 24. § 1^{er}. Le ministère public informe sans délai l'autorité compétente de l'État d'émission par tout moyen laissant une trace écrite:

1° de tout changement de résidence de la personne concernée;

2° de l'impossibilité pratique de surveiller les mesures de contrôle parce que la personne concernée ne peut être retrouvée sur le territoire belge;

3° de la décision de reconnaître la décision relative à des mesures de contrôle et d'assumer la responsabilité de la surveillance de ces mesures;

4° de la décision d'adapter la mesure de contrôle conformément à l'article 17;

5° de toute décision de ne pas reconnaître la décision relative à des mesures de contrôle et du motif sur laquelle elle se fonde en application des articles 11 à 13.

Art. 20. Het openbaar ministerie beëindigt het toezicht op de toezichtmaatregelen zodra het door de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat in kennis is gesteld van enige beslissing waardoor de beslissing inzake toezichtmaatregelen niet langer uitvoerbaar is.

Afdeling 4. — Toezicht op de toezichtmaatregelen en de gevolgen ervan

Art. 21. § 1. Het toezicht op de toezichtmaatregelen wordt beheerst door het Belgische recht, met uitzondering van elke vervolgbeslissing in verband met de beslissing inzake toezichtmaatregelen.

§ 2. Indien de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat de toezichtmaatregelen heeft gewijzigd, kan het openbaar ministerie:

1° de aanpassing vorderen van de toezichtmaatregelen gewijzigd in toepassing van artikel 17; of

2° het toezicht weigeren op de gewijzigde toezichtmaatregelen, als zij niet behoren tot de bijzondere toezichtmaatregelen zoals bedoeld in artikel 4, § 1.

§ 3. Het openbaar ministerie draagt de bevoegdheid tot het toezien op de toezichtmaatregelen opnieuw over aan de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat:

1° indien de betrokkene zijn vaste en wettige verblijfplaats in een andere staat dan België heeft gevestigd;

2° zodra de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat het openbaar ministerie op de hoogte heeft gebracht van de intrekking van het certificaat naar aanleiding van de informatie met betrekking tot de maximumtermijn gedurende welke in België kan worden toegezien op de toezichtmaatregelen of met betrekking tot de aanpassing van de aard van de toezichtmaatregelen;

3° wanneer de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat de toezichtmaatregelen heeft gewijzigd en het openbaar ministerie weigert toe te zien op de gewijzigde toezichtmaatregelen, omdat deze niet behoren tot de in artikel 4, § 1 bedoelde lijst van toezichtmaatregelen;

4° indien het overeenkomstig artikel 24, § 2, heeft beslist niet langer toe te zien op de toezichtmaatregelen en de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat hiervan in kennis heeft gesteld.

§ 4. In de in paragraaf 3 bedoelde gevallen pleegt het openbaar ministerie overleg met de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat om te voorkomen dat het toezicht op de toezichtmaatregelen wordt onderbroken.

Art. 22. § 1. Het openbaar ministerie neemt een beslissing over enig verzoek van de beslissingsstaat tot verlenging van het toezicht op de toezichtmaatregelen.

§ 2. Onverminderd artikel 21, wordt het toezicht op de toezichtmaatregelen in België uitgeoefend voor de duur gevraagd door de beslissingsstaat.

§ 3. Op elk moment tijdens het houden van toezicht op de toezichtmaatregelen kan het openbaar ministerie de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat verzoeken informatie te verschaffen over de noodzaak van het voortduren van het toezicht.

Art. 23. Indien de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat een Europees aanhoudingsbevel of een andere voor tenuitvoerlegging vatbare gelijkwaardige rechterlijke beslissing heeft uitgevaardigd, wordt de overleveringsprocedure toegepast op grond van de wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel.

Afdeling 5. — Gegevens die moeten worden toegezonden aan de beslissingsstaat

Art. 24. § 1. Het openbaar ministerie stelt de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat onverwijld, op een zodanige wijze dat de kennisgeving schriftelijk kan worden vastgelegd, in kennis van:

1° iedere wijziging van de verblijfplaats van de betrokkene;

2° het feit dat het in de praktijk onmogelijk is om toezicht te houden op de toezichtmaatregelen omdat de betrokken persoon niet op het Belgische grondgebied kan worden gevonden;

3° de beslissing om de beslissing inzake toezichtmaatregelen te erkennen en de verantwoordelijkheid te aanvaarden voor het toezicht op die maatregelen;

4° de beslissing betreffende de aanpassing van de toezichtmaatregel, overeenkomstig artikel 17;

5° enige beslissing waarbij de beslissing inzake toezichtmaatregelen en de weigeringsgrond waarop ze gebaseerd is door toepassing van de artikelen 11 tot en met 13 niet wordt erkend.

§ 2. Le ministère public informe immédiatement l'autorité compétente de l'État d'émission de tout manquement à une mesure de contrôle et de toute autre constatation pouvant entraîner le prononcé par l'autorité compétente de l'État d'émission d'une décision ultérieure. La communication de ces informations s'effectue par le biais d'un formulaire établi dans les formes prescrites à l'annexe 2.

En l'absence de réaction par l'autorité compétente de l'État d'émission, le ministère public peut l'inviter à rendre une décision ultérieure, en lui accordant le délai raisonnable qu'il fixe pour ce faire.

Si l'autorité compétente de l'État d'émission ne statue pas dans le délai accordé, le ministère public peut décider de mettre fin à la surveillance des mesures de contrôle. Dans cette hypothèse, l'État d'émission retrouve sa compétence en matière de surveillance des mesures de contrôle en application de l'article 21, § 3, 4°.

CHAPITRE 4. — *Procédure relative à la reconnaissance et à la surveillance dans un autre État membre de l'Union européenne d'une décision relative à des mesures de contrôle prononcée en Belgique*

Section 1^{re}. — Autorité compétente d'émission

Art. 25. L'autorité compétente pour transmettre une décision relative à des mesures de contrôle aux fins de reconnaissance et de surveillance dans un autre État membre est le ministère public près le tribunal de l'arrondissement dans lequel est situé le lieu de résidence légale et habituelle ou, à défaut, du lieu du prononcé de la décision relative à des mesures de contrôle.

Section 2. — Procédure d'émission

Art. 26. § 1^{er}. Conformément à l'article 6, le ministère public consulte l'autorité compétente de l'État d'exécution préalablement à la transmission d'une décision relative à des mesures de contrôle aux fins de reconnaissance et de surveillance. Le ministère public tient dûment compte de toute information fournie par l'autorité compétente de l'État d'exécution sur le risque que la personne concernée pourrait représenter pour les victimes et les citoyens en général.

§ 2. Lorsque l'accord préalable de l'État d'exécution est nécessaire en vertu de l'article 5, § 3, le ministère public demande à l'État d'exécution de donner son accord préalable à la transmission de la décision relative à des mesures de contrôle.

§ 3. Si l'État d'exécution donne son accord préalable, le ministère public transmet la décision relative à des mesures de contrôle accompagnée du certificat à l'autorité compétente de l'État d'exécution aux fins de reconnaissance et de surveillance.

Art. 27. § 1^{er}. Le cas échéant, le ministère public adresse à l'autorité compétente d'un autre État membre la décision relative à des mesures de contrôle accompagnée du certificat qui doit être traduit dans la langue officielle ou dans une des langues officielles de cet État ou dans une ou plusieurs autres langues officielles des institutions de l'Union européenne que cet État accepte en vertu d'une déclaration faite auprès du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, lorsque les conditions suivantes sont remplies:

1° l'autorité compétente de l'État d'exécution a consenti à la transmission de la décision relative à des mesures de contrôle et du certificat, conformément à l'article 5, § 3; et

2° le ministère public a acquis la certitude que l'exécution de la décision relative à des mesures de contrôle dans l'État d'exécution contribue à atteindre les objectifs visés à l'article 2, § 2.

§ 2. Lors de la transmission d'une décision relative à des mesures de contrôle, le ministère public précise:

1° la durée maximale de trois mois renouvelable pendant laquelle la décision relative à des mesures de contrôle est applicable conformément à l'article 35 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive;

2° à titre indicatif, la durée estimée pendant laquelle la surveillance des mesures de contrôle devrait être nécessaire, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire connues au moment de la transmission de la décision relative à des mesures de contrôle.

§ 3. La décision relative à des mesures de contrôle accompagnée du certificat ne peut être transmise qu'à un seul État d'exécution à la fois.

§ 4. Si l'autorité compétente de l'État d'exécution n'est pas connue, les recherches nécessaires peuvent être effectuées par tout moyen, y compris via les points de contact du Réseau judiciaire européen créé par l'action commune 98/428/JAI du Conseil du 29 juin 1998 concernant la création du Réseau judiciaire européen, en vue d'obtenir cette information.

§ 2. Het openbaar ministerie stelt de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat onverwijld in kennis van elke inbreuk op een toezichtmaatregel, en van elke andere bevinding die kan leiden tot een vervolgbeslissing van de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat. De kennisgeving geschiedt door middel van een formulier opgesteld in de vorm voorgeschreven in bijlage 2.

Indien de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat niet reageert, kan het openbaar ministerie voornoemde autoriteit verzoeken om binnen de door hem bepaalde redelijke termijn een vervolgbeslissing te nemen.

Indien de bevoegde autoriteit in de beslissingsstaat niet handelt binnen de toegekende termijn, kan het openbaar ministerie beslissen het toezicht op de toezichtmaatregelen te beëindigen. In dat geval valt de bevoegdheid inzake het toezicht op de toezichtmaatregelen terug aan de beslissingsstaat in toepassing van artikel 21, § 3, 4°.

HOOFDSTUK 4. — *Procedure inzake de erkenning van en het toezicht op een in België uitgesproken beslissing inzake toezichtmaatregelen in een andere lidstaat van de Europese Unie*

Afdeling 1. — Bevoegde beslissingsautoriteit

Art. 25. Het openbaar ministerie bij de rechtbank van het arrondissement waarin de plaats is gelegen waar de wettige en vaste verblijfplaats of, bij gebreke daarvan, van de plaats waar de beslissing inzake toezichtmaatregelen werd uitgesproken, is de bevoegde autoriteit voor het toezenden van een beslissing inzake toezichtmaatregelen met het oog op de erkenning en het toezicht in een andere lidstaat.

Afdeling 2. — Procedure voor de toezending

Art. 26. § 1. Overeenkomstig artikel 6 raadpleegt het openbaar ministerie de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat vóór de toezending van een beslissing inzake toezichtmaatregelen met het oog op de erkenning en het toezicht. Het openbaar ministerie houdt terdege rekening met alle door de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat meegedeelde informatie over het risico dat de betrokkene kan opleveren voor slachtoffers en voor de gemeenschap in het algemeen.

§ 2. Wanneer het voorafgaand akkoord van de tenuitvoerleggingsstaat vereist is krachtens artikel 5, § 3, verzoekt het openbaar ministerie de tenuitvoerleggingsstaat om dit voorafgaand akkoord te geven voor de toezending van de beslissing inzake toezichtmaatregelen.

§ 3. Indien de tenuitvoerleggingsstaat zijn voorafgaand akkoord geeft, zendt het openbaar ministerie de beslissing inzake toezichtmaatregelen, tezamen met het certificaat toe aan de bevoegde autoriteit van de tenuitvoerleggingsstaat met het oog op de erkenning en het toezicht.

Art. 27. § 1. In voorkomend geval zendt het openbaar ministerie de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat de beslissing inzake toezichtmaatregelen tezamen met het certificaat dat moet worden vertaald in de officiële taal of een van de officiële talen van deze staat of in een of meer andere officiële talen van de instellingen van de Europese Unie die deze staat aanvaardt op grond van een verklaring neergelegd bij het Secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat heeft ingestemd met de toezending van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en van het certificaat, overeenkomstig artikel 5, § 3; en

2° het openbaar ministerie heeft de zekerheid verworven dat de tenuitvoerlegging van de beslissing inzake toezichtmaatregelen in de tenuitvoerleggingsstaat bijdraagt tot het bereiken van de doelstellingen bedoeld in artikel 2, § 2.

§ 2. Bij de toezending van een beslissing inzake toezichtmaatregelen geeft het openbaar ministerie het volgende aan:

1° de hernieuwbaar maximumtermijn van drie maanden gedurende welke de beslissing inzake toezichtmaatregelen van toepassing is overeenkomstig artikel 35 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis;

2° bij wijze van indicatie, hoe lang op de toezichtmaatregelen naar verwachting moet worden toegezien, rekening houdend met alle omstandigheden die bekend zijn wanneer de beslissing inzake toezichtmaatregelen wordt toegezonden.

§ 3. De beslissing inzake toezichtmaatregelen samen met het certificaat kan slechts aan een enkele tenuitvoerleggingsstaat tegelijk worden toegezonden.

§ 4. Indien de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat niet is gekend, kunnen de nodige opsporingen worden verricht door elk middel, daaronder begrepen door toedoen van de aanspreekpunten van het Europees justitieel netwerk opgericht bij Gemeenschappelijk Optreden 98/428/JBZ van de Raad van 29 juni 1998 tot oprichting van een Europees justitieel netwerk, teneinde deze informatie te verkrijgen.

Section 3. — Emission de la décision relative à des mesures de contrôle et ses conséquences

Art. 28. § 1^{er}. Le ministère public reste compétent pour assurer la surveillance des mesures de contrôle prononcées tant que l'État d'exécution n'a pas reconnu la décision relative aux mesures de contrôle et qu'il n'a pas informé le ministère public de cette reconnaissance.

§ 2. Lorsque le ministère public est informé de la reconnaissance de la décision relative aux mesures de contrôle, il reste compétent pour requérir les décisions ultérieures en lien avec la décision relative aux mesures de contrôle en application de l'article 36 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

Art. 29. Lorsque la mesure de contrôle est prolongée en application de l'article 36 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et avant l'expiration du délai maximal de trois mois pendant lequel la décision relative à des mesures de contrôle est applicable, le ministère public peut demander à l'autorité compétente de l'État d'exécution la prolongation de la surveillance des mesures de contrôle compte tenu des circonstances propres à l'affaire en cause et des conséquences prévisibles pour la personne concernée.

Art. 30. § 1^{er}. Le ministère public transmet une décision ultérieure en lien avec la décision relative à des mesures de contrôle lorsqu'il est informé par l'autorité compétente de l'État d'exécution d'un manquement à une mesure de contrôle et, en tout état de cause, si l'autorité compétente de l'État d'exécution l'invite à rendre une telle décision dans un délai raisonnable.

§ 2. A la demande de l'autorité compétente de l'État d'exécution et lorsque le droit de l'État d'exécution exige une confirmation régulière de la nécessité de prolonger la surveillance des mesures de contrôle, le ministère public répond à cette demande dans le délai raisonnable accordé par l'autorité compétente de l'État d'exécution.

Art. 31. § 1^{er}. Le ministère public peut décider de retirer le certificat, tant que la surveillance n'a pas encore commencé sur le territoire de l'État d'exécution:

1° après avoir été informé par l'autorité compétente de l'État d'exécution de la durée maximale pendant laquelle les mesures de contrôle peuvent être surveillées sur son territoire, lorsque la législation de l'État d'exécution prévoit une telle durée maximale;

2° suite à l'information par l'autorité compétente de l'État d'exécution de sa décision d'adapter les mesures de contrôle; ou;

3° après avoir été informé par l'autorité compétente de l'État d'exécution du fait qu'il est disposé à reconnaître la décision relative à des mesures de contrôle et à surveiller ces mesures nonobstant l'existence d'un motif de refus prévu par la décision-cadre 2002/584/JAI du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres.

Dans cette dernière hypothèse, si le ministère public ne retire pas le certificat, l'autorité compétente de l'État d'exécution pourra reconnaître la décision et surveiller les mesures de contrôle qui y sont prévues, étant entendu que la personne concernée ne pourra éventuellement pas être remise sur la base d'un mandat d'arrêt européen.

§ 2. Le ministère public doit informer, par tout moyen laissant une trace écrite, l'autorité compétente de l'État d'exécution de sa décision de retirer le certificat dans les meilleurs délais et au plus tard dans les dix jours suivant la réception des informations visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 32. § 1^{er}. Le ministère public recouvre la compétence pour assurer la surveillance des mesures de contrôle:

1° lorsque la personne concernée a établi sa résidence légale et habituelle dans un autre État que l'État d'exécution;

Afdeling 3. — Toezending van de beslissing inzake toezichtmaatregelen en de gevolgen ervan

Art. 28. § 1. Zolang de tenuitvoerleggingsstaat de beslissing inzake toezichtmaatregelen niet heeft erkend en het openbaar ministerie niet in kennis heeft gesteld van de erkenning, blijft het openbaar ministerie bevoegd voor het toezien op de toezichtmaatregelen.

§ 2. Indien het openbaar ministerie in kennis wordt gesteld van de erkenning van de beslissing inzake toezichtmaatregelen, blijft hij bevoegd om de vervolgbeslissingen in verband met de beslissing inzake toezichtmaatregelen te vorderen met toepassing van artikel 36 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

Art. 29. Indien de toezichtmaatregel wordt verlengd met toepassing van artikel 36 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en vóór het verstrijken van de maximumtermijn van drie maanden gedurende welke de beslissing inzake toezichtmaatregelen van toepassing is, kan het openbaar ministerie de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat verzoeken het toezicht op de toezichtmaatregelen te verlengen in het licht van de gegeven omstandigheden en de te voorziene gevolgen voor de betrokkene.

Art. 30. § 1. Het openbaar ministerie zendt een vervolgbeslissing in verband met de beslissing inzake toezichtmaatregelen indien het door de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat in kennis wordt gesteld van een inbreuk op een toezichtmaatregel en hoe dan ook indien de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat het openbaar ministerie verzoekt om binnen een redelijke termijn een dergelijke beslissing te wijzen.

§ 2. Op verzoek van de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat en indien het recht van de tenuitvoerleggingsstaat een periodieke bevestiging van de noodzaak van het voortduren van het toezicht op de toezichtmaatregelen vereist, antwoordt het openbaar ministerie op dat verzoek binnen de redelijke termijn die door de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat werd toegekend.

Art. 31. § 1. Het openbaar ministerie kan beslissen het certificaat in te trekken totdat het toezicht op het grondgebied van de tenuitvoerleggingsstaat een aanvang heeft genomen:

1° na door de bevoegde autoriteit van de tenuitvoerleggingsstaat in kennis te zijn gesteld van de maximumtermijn gedurende welke op zijn grondgebied kan worden toegezien op de toezichtmaatregelen, mits het recht van de tenuitvoerleggingsstaat in dergelijke termijn voorziet;

2° na door de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat in kennis te zijn gesteld van haar beslissing om de toezichtmaatregelen aan te passen; of

3° na door de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat ervan in kennis te zijn gesteld dat hij bereid is om de beslissing inzake toezichtmaatregelen te erkennen en op die maatregelen toezicht te houden ondanks het bestaan van een weigeringsgrond bepaald in het kaderbesluit 2002/584/JBZ van 13 juni 2002 betreffende het Europees aanhoudingsbevel en de procedures van overlevering tussen de lidstaten.

Indien het openbaar ministerie het certificaat in dat laatste geval niet intrekt, kan de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat de beslissing erkennen en toezicht houden op de daarin vervatte toezichtmaatregelen, met dien verstande dat de betrokkene mogelijk niet zal worden overgeleverd op grond van een Europees aanhoudingsbevel.

§ 2. Het openbaar ministerie moet de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat zo spoedig mogelijk en ten laatste binnen tien dagen na ontvangst van de informatie bedoeld in paragraaf 1 en op zodanige wijze dat de kennisgeving schriftelijk kan worden vastgelegd, in kennis stellen van zijn beslissing om het certificaat in te trekken.

Art. 32. § 1. Het openbaar ministerie wordt opnieuw bevoegd voor het toezicht op de toezichtmaatregelen te waarborgen:

1° indien de betrokkene zijn vaste en wettige verblijfplaats in een andere staat dan de tenuitvoerleggingsstaat heeft gevestigd;

2° lorsque les mesures de contrôle ont été modifiées et que l'État d'exécution a refusé d'assurer la surveillance des mesures de contrôle modifiées au motif qu'elles ne figurent pas parmi les mesures de contrôle particulières visées à l'article 4;

3° lorsque la durée maximale pendant laquelle les mesures de contrôle peuvent être surveillées dans l'État d'exécution a expiré;

4° lorsqu'il a été informé par l'autorité compétente de l'État d'exécution de son souhait de mettre un terme à la surveillance des mesures de contrôle en raison de l'absence de réactions du ministère public telles que requises à l'article 30;

5° lorsqu'il a pris la décision de retirer le certificat et en a informé l'autorité compétente de l'État d'exécution conformément à l'article 31.

§ 2. Dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, le ministère public consulte l'autorité compétente de l'État d'exécution afin d'éviter toute interruption dans la surveillance des mesures de contrôle.

Section 4. — Informations à transmettre à l'État d'exécution

Art. 33. Le ministère public informe sans délai l'autorité compétente de l'État d'exécution, d'office ou à la demande de cette dernière, par tout moyen laissant une trace écrite:

1° de toute décision ultérieure en lien avec une décision relative à des mesures de contrôle et du fait qu'un recours juridictionnel a été formé contre une décision relative à des mesures de contrôle;

2° de la nécessité de poursuivre la surveillance des mesures de contrôle compte tenu des circonstances de l'espèce et, le cas échéant, de toute décision ultérieure prise conformément à l'article 28, § 2;

3° de la durée supplémentaire de surveillance des mesures de contrôle qu'il estime, le cas échéant, encore nécessaire.

CHAPITRE 5. — Disposition transitoire

Art. 34. § 1^{er}. La présente loi s'applique dans les relations avec les États membres de l'Union européenne qui ont transposé la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention préventive, à partir du 29 mai 2017, à la transmission de décisions concernant:

1° toute personne faisant l'objet d'une décision relative à des mesures de contrôle en Belgique vers un État membre de l'Union européenne et;

2° toute personne faisant l'objet d'une décision relative à des mesures de contrôle dans un État membre de l'Union européenne vers la Belgique.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre de la Justice,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Noté

Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 - 2264.

Compte rendu intégral : 14 mars 2017.

2° wanneer de toezichtmaatregelen werden gewijzigd en de tenuitvoerleggingsstaat geweigerd heeft toe te zien op de gewijzigde toezichtmaatregelen, omdat deze niet behoren tot de in artikel 4 bedoelde bijzondere toezichtmaatregelen;

3° indien de maximumtermijn gedurende welke in de tenuitvoerleggingsstaat kan worden toegezien op de toezichtmaatregelen is verstreken;

4° indien het door de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat in kennis is gesteld van de wens om niet langer toe te zien op de toezichtmaatregelen door het gebrek aan reacties van het openbaar ministerie zoals vereist in artikel 30;

5° indien het besloten heeft om het certificaat in te trekken en de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat daarvan in kennis heeft gesteld overeenkomstig artikel 31.

§ 2. In de in paragraaf 1 bedoelde gevallen pleegt het openbaar ministerie overleg met de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat om te voorkomen dat het toezicht op de toezichtmaatregelen wordt onderbroken.

Afdeling 4. — Gegevens die moeten worden toegezonden aan de tenuitvoerleggingsstaat

Art. 33. Het openbaar ministerie stelt de bevoegde autoriteit in de tenuitvoerleggingsstaat onverwijld, ambtshalve of op verzoek van laatstgenoemde en op een zodanige wijze dat de kennisgeving schriftelijk kan worden vastgelegd, in kennis van:

1° elke vervolgbeslissing in verband met een beslissing inzake toezichtmaatregelen en van het feit dat een rechtsmiddel is ingesteld tegen een beslissing inzake toezichtmaatregelen;

2° de noodzaak van het voortduren van het toezicht op de toezichtmaatregelen rekening houdend met de gegeven omstandigheden en, in voorkomend geval, enige vervolgbeslissing genomen overeenkomstig artikel 28, § 2;

3° de aanvullende termijn gedurende welke naar zijn oordeel het toezicht in voorkomend geval moet voortduren.

HOOFDSTUK 5. — Overgangsbepaling

Art. 34. § 1. Deze wet is in de relaties met de lidstaten van de Europese Unie die het kaderbesluit 2009/829/JBZ van de Raad van 23 oktober 2009 inzake de toepassing, tussen de lidstaten van de Europese Unie, van het beginsel van wederzijdse erkenning op beslissingen inzake toezichtmaatregelen als alternatief voor voorlopige hechtenis hebben omgezet met ingang van 29 mei 2017 van toepassing op de toezending van beslissingen betreffende:

1° enige persoon ten aanzien van wie een beslissing inzake toezichtmaatregelen is genomen in België aan een lidstaat van de Europese Unie en;

2° enige persoon ten aanzien van wie een beslissing inzake toezichtmaatregelen is genomen in een lidstaat van de Europese Unie aan België.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 maart 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Justitie,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 - 2264.

Integraal Verslag : 14 maart 2017.

Annexe 1**CERTIFICAT PREVU A L'ARTICLE 7¹**

a)

- * État d'émission:
- * État d'exécution:

b) Autorité qui a prononcé la décision relative à des mesures de contrôle :

Nom officiel:

Veuillez indiquer si des informations complémentaires concernant la décision relative à des mesures de contrôle peut être obtenue auprès :

- ☐ de l'autorité susmentionnée
- ☐ de l'autorité centrale ; si vous avez coché cette case, veuillez indiquer le nom officiel de cette autorité centrale :
- ☐ d'une autre autorité compétente ; si vous avez coché cette case, veuillez indiquer le nom officiel de cette autorité :

Coordonnées de l'autorité qui a prononcé la décision/de l'autorité centrale/de l'autre autorité compétente

Adresse :

Numéro de téléphone : (indicatif du pays) (indicatif interurbain)

Numéro de télécopieur : (indicatif du pays) (indicatif interurbain)

Coordonnées de la (des) personne(s) à contacter :

Nom :

Prénom(s):

Fonction (titre/grade) :

Numéro de téléphone : (indicatif du pays) (indicatif interurbain)

Numéro de télécopieur : (indicatif du pays) (indicatif interurbain)

Adresse électronique (s'il y a lieu):

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer :

¹ « Le présent certificat doit être rédigé ou traduit dans la langue officielle ou dans une des langues officielles de l'Etat membre d'exécution, ou dans toute autre langue officielle des institutions de l'Union européenne accepté par ledit Etat. »

- c) Veuillez indiquer quelle autorité il convient de contacter pour obtenir des informations complémentaires aux fins du suivi des mesures de contrôle :
- ☐ il s'agit de l'autorité visée sous b)
- ☐ il s'agit d'une autre autorité ; si vous avez coché cette case, veuillez indiquer le nom officiel de cette autorité centrale :
- Coordonnées de l'autorité concernée, si ces informations n'ont pas été données sous b)
- Adresse :
-
- Numéro de téléphone : (indicatif du pays) (indicatif interurbain)
- Numéro de télécopieur : (indicatif du pays) (indicatif interurbain)
- Coordonnées de la (des) personne(s) à contacter :
- Nom :
- Prénom(s):
- Fonction (titre/grade) :
- Numéro de téléphone : (indicatif du pays) (indicatif interurbain)
- Numéro de télécopieur : (indicatif du pays) (indicatif interurbain)
- Adresse électronique (s'il y a lieu):
- Langues dans lesquelles il est possible de communiquer :

- d) Informations concernant la personne physique visée par la décision relative à des mesures de contrôle:
- Nom :
- Prénom(s):
- Nom de jeune fille, le cas échéant :
- Pseudonymes, le cas échéant :
- Sexe :
- Nationalité:
- Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (si l'information est disponible): ...
- Date de naissance :
- Lieu de naissance :
- Adresses/lieux de résidence :
- dans l'Etat d'émission :
 - dans l'Etat d'exécution :
 - dans un autre Etat :
- Langue(s) que la personne comprend (si l'information est disponible):
- S'ils sont disponibles, veuillez fournir les renseignements suivants :
- type et numéro de la (des) pièce(s) d'identité de la personne concernée (carte d'identité, passeport) :
 - type et numéro du permis de séjour de la personne concernée dans l'Etat d'exécution :

e) Informations relatives à l'Etat membre auquel la décision, accompagnée du certificat, est transmise

La décision relative à des mesures de contrôle, accompagnée du certificat, est transmise à l'Etat d'exécution indiqué sous a) parce que :

- ☐ la personne concernée a sa résidence légale habituelle dans l'Etat d'exécution et, informée des mesures qui la concernent, consent à retourner dans cet Etat
- ☐ la personne concernée a demandé la transmission de la décision relative à des mesures de contrôle dans un Etat membre autre que celui dans lequel elle a sa résidence légale habituelle pour la/les raison(s) suivante(s) :

.....

f) Renseignements concernant la décision relative à des mesures de contrôle

- ☐ La décision a été rendue le (indiquer la date: jj-mm-aaaa):
- ☐ La décision est devenue exécutoire le (indiquer la date: jj-mm-aaaa):

Si, au moment de la transmission du présent certificat, un recours a été introduit contre la décision relative à des mesures de contrôle, veuillez cocher cette case : ☐

Numéro de référence de la décision (si l'information est disponible) :

La personne concernée était en détention provisoire pendant la période suivante (le cas échéant) :

1. La décision porte au total sur : infraction (s) présumée(s).

Résumé des faits et description des circonstances dans lesquelles l'infraction (les infractions) présumée(s) a (ont) été commise(s), y compris le lieu, la date et la nature de la participation de la personne concernée :

.....

Nature et qualification juridique de l'infraction (des infractions) présumée(s) et dispositions légales applicables en vertu desquelles la décision a été prononcée :

.....

2. Si les infractions présumées visées au point 1 sont constitutives d'une ou de plusieurs infractions ci-après en vertu du droit de l'Etat d'émission et punies dans l'Etat d'émission d'une peine ou d'une mesure privative de liberté d'une durée maximale d'au moins trois ans, veuillez le confirmer en cochant la (les) case(s) correspondante(s) :

- ☐ participation à une organisation criminelle;
- ☐ terrorisme;
- ☐ traite des êtres humains;
- ☐ exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie;
- ☐ trafic de stupéfiants et de substances psychotropes;
- ☐ trafic d'armes, de munitions et d'explosifs;
- ☐ corruption;
- ☐ fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes;
- ☐ blanchiment des produits du crime;
- ☐ faux-monnayage et contrefaçon de monnaie, y compris de l'euro;
- ☐ cybercriminalité;
- ☐ crimes contre l'environnement, y compris le trafic d'espèces animales menacées et le trafic d'espèces et d'essences végétales menacées;
- ☐ aide à l'entrée et au séjour irréguliers;
- ☐ homicide volontaire, coups et blessures graves;
- ☐ trafic d'organes et de tissus humains;
- ☐ enlèvement, séquestration et prise d'otage;
- ☐ racisme et xénophobie;
- ☐ vol organisé ou vol à main armée;
- ☐ trafic de biens culturels, y compris d'antiquités et d'œuvres d'art;
- ☐ escroquerie;
- ☐ racket et extorsion de fonds; contrefaçon et piratage de produits;
- ☐ falsification de documents administratifs et trafic de faux;
- ☐ falsification de moyens de paiement;
- ☐ trafic de substances hormonales et d'autres facteurs de croissance;
- ☐ trafic de matières nucléaires ou radioactives;
- ☐ trafic de véhicules volés;
- ☐ viol;
- ☐ incendie volontaire;
- ☐ crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale;
- ☐ détournement d'avion ou de navire;
- ☐ sabotage.

3. Dans la mesure où l'infraction (les infractions) présumée(s) visée(s) au point 1 n'est (ne sont) pas couverte(s) par le point 2, ou si la décision, accompagnée du certificat, est transmise à un Etat membre qui a déclaré qu'il contrôlerait la double incrimination (article 14, paragraphe 4, de la décision-cadre), veuillez donner une description complète de l'infraction(des infractions) présumée(s) en question:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

g) Renseignements concernant la durée et la nature de la (des) mesure(s) de contrôle

1. Durée pendant laquelle la décision relative à des mesures de contrôle est applicable et si une prorogation de cette décision est possible (le cas échéant) :

.....

2. Durée provisoire pendant laquelle le suivi des mesures de contrôle devrait être nécessaire, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire connues au moment de la transmission de la décision relative à des mesures de contrôle (à titre indicatif) :

.....

3. Nature de la (des) mesure(s) de contrôle (il est possible de cocher plusieurs cases):

- ☐ obligation pour la personne d'informer l'autorité compétente de l'Etat d'exécution de tout changement de résidence, en particulier aux fins de recevoir une convocation à une audition ou à une audience au cours d'une procédure pénale
- ☐ obligation de ne pas se rendre dans certaines localités, certains endroits ou certaines zones définies de l'Etat d'émission ou de l'Etat d'exécution
- ☐ obligation de rester en un lieu déterminé, le cas échéant durant des périodes déterminées
- ☐ obligation comportant des restrictions quant à la possibilité de quitter le territoire de l'Etat d'exécution
- ☐ obligation de se présenter à des heures précises devant une autorité spécifique
- ☐ obligation d'éviter tout contact avec certaines personnes ayant un lien avec l'infraction ou les infractions qui ont été commises
- ☐ autres mesures que l'Etat d'exécution est disposé à suivre, conformément à la notification prévue à l'article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre

Si vous coché la case « autres mesures », veuillez préciser quelle mesure est concernée en cochant la ou les case(s) correspondante(s) :

- ☐ une obligation de ne pas se livrer à certaines activités en liaison avec l'infraction ou les infractions qui auraient été commises, notamment de ne pas exercer une profession déterminée ou ne pas exercer ses activités professionnelles dans certains secteurs
- ☐ une obligation de ne pas conduire de véhicule
- ☐ une obligation de déposer une certaine somme d'argent ou de fournir un autre type de garantie, soit en un nombre déterminé de versements, soit en une seule fois
- ☐ une obligation de se soumettre à des soins médicaux ou à une cure de désintoxication
- ☐ une obligation d'éviter tout contact avec certains objets ayant un lien avec l'infraction ou les infractions qui auraient été commises
- ☐ autre mesure (veuillez préciser) :

.....

4. Veuillez fournir une description détaillée de la (des) mesure(s) de contrôle visée(s) au point 3 :

.....
.....
.....

h) Autres circonstances pertinentes en l'espèce, y compris raisons spécifiques pour lesquelles la (les) mesure(s) de contrôle a (ont) été prononcée(s) (informations facultatives) :

Le texte de la décision est annexé au certificat.

Signature de l'autorité ayant émis le certificat et/ou de son représentant attestant l'exactitude des informations figurant dans le certificat :

.....

Nom:

Fonction (titre/grade):

Date:

Référence du dossier (si cette information est disponible):

Cachet officiel (le cas échéant) :

Annexe 2**FORMULAIRE PREVU A L'ARTICLE 24, §2²**

a) Informations relatives à l'identité de la personne faisant l'objet d'une surveillance :

Nom :

Prénom(s):

Nom de jeune fille, le cas échéant :

Pseudonymes, le cas échéant :

Sexe :

Nationalité:

Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale (si l'information est disponible): ...

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Langue(s) que la personne comprend (si l'information est disponible):

b) Informations concernant la décision relative à une (des) mesure(s) de contrôle:

Décision prononcée le:

Référence du dossier (si cette information est disponible) :

Autorité qui a prononcé la décision

Nom officiel :

Adresse:

Date à laquelle le certificat a été établi :

Autorité qui a délivré le certificat :

Référence du dossier (si l'information est disponible) :

c) Coordonnées de l'autorité responsable du suivi de la (des) mesure(s) de contrôle:

Nom officiel :

Nom de la personne à contacter :

Fonction (titre/grade) :

Adresse :

.....

Numéro de téléphone : (indicatif du pays) (indicatif interurbain) :

Numéro de télécopieur : (indicatif du pays) (indicatif interurbain) :

Adresse électronique :

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer :

² « Le présent certificat doit être rédigé ou traduit dans la langue officielle ou dans une des langues officielles de l'Etat membre d'exécution, ou dans toute autre langue officielle des institutions de l'Union européenne accepté par ledit Etat..»

d) Non-respect de la (des) mesure(s) de contrôle et/ou constatations pouvant entraîner l'adoption d'une décision ultérieure :

La personne mentionnée au point (a) n'a pas respecté la (les) mesure(s) de contrôle suivante(s) :

- ☐ obligation pour la personne d'informer l'autorité compétente de l'Etat d'exécution de tout changement de résidence, en particulier aux fins de recevoir une convocation à une audition ou à une audience au cours d'une procédure pénale
- ☐ obligation de ne pas se rendre dans certaines localités, certains endroits ou certaines zones définies de l'Etat d'émission ou de l'Etat d'exécution
- ☐ obligation de rester en un lieu déterminé, le cas échéant durant des périodes déterminées
- ☐ obligation comportant des restrictions quant à la possibilité de quitter le territoire de l'Etat d'exécution
- ☐ obligation de se présenter à des heures précises devant une autorité spécifique
- ☐ obligation d'éviter tout contact avec certaines personnes ayant un lien avec l'infraction ou les infractions qui ont été commises
- ☐ autres mesures (veuillez préciser):

.....

Description du (des) manquement(s) (lieu, date et circonstances précises) :

.....

.....

.....

Autres constatations pouvant entraîner une décision ultérieure :

Description des constatations:

.....

.....

.....

e) Coordonnées de la personne à contacter pour obtenir des informations complémentaires concernant le manquement :

Nom :

Prénom(s):

Adresse :

Numéro de téléphone : (indicatif du pays) (indicatif interurbain)

Numéro de télécopieur : (indicatif du pays) (indicatif interurbain)

Adresse électronique:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer :

Signature de l'autorité ayant délivré le formulaire et/ou de son représentant attestant l'exactitude des informations figurant dans le formulaire:

Nom:

Fonction (titre/grade):

Date:

Cachet officiel (le cas échéant):

Bijlage 1
CERTIFICAAT BEDOELD IN ARTIKEL 7¹

a)

* Beslissingsstaat:

* Tenuitvoerleggingsstaat:

b) Autoriteit die de beslissing inzake toezichtmaatregelen heeft gegeven :

Officiële naam:

Gelieve te vermelden of aanvullende informatie over de beslissing inzake
toezichtmaatregelen wordt verlangd van:

☐ de bovenvermelde autoriteit ;
☐ de centrale autoriteit ; vermeld in dat geval de naam van deze autoriteit:
.....

☐ een andere bevoegde autoriteit; vermeld in dat geval de naam van deze
autoriteit:

Contactgegevens van de autoriteit die de beslissing heeft gegeven/centrale
autoriteit/andere bevoegd autoriteit :

Adres :

Tel. (landnummer) (netnummer)

Fax (landnummer) (netnummer)

Gegevens van de contactpersoon of -personen

Naam:

Voornaam of voornamen:

Functie (titel/rang):

Tel. (landnummer) (netnummer)

Fax (landnummer) (netnummer).....

E-mailadres (indien beschikbaar):

Talen waarin kan worden gecommuniceerd :

¹ Dit certificaat moet gesteld of vertaald zijn in de officiële talen van de tenuitvoerleggingsstaat, of in een andere door die staat aanvaarde officiële taal van de instellingen van de Europese Unie.

- c) Gelieve te vermelden welke autoriteit benaderd moet worden voor aanvullende informatie ten behoeve van het toezicht op de naleving van de toezichtmaatregelen :
- ☐ de autoriteit vermeld onder b):
- ☐ een andere autoriteit; vermeld in dat geval de naam van deze autoriteit:
- Contagegegevens van de autoriteit, indien niet onder b) opgegeven :
- Adres :
- Tel. (landnummer) (netnummer)
- Fax (landnummer) (netnummer)
- Gegevens van de contactpersoon of -personen
- Naam:
- Voornaam of voornamen:
- Functie (titel/rang):
- Tel. (landnummer) (netnummer)
- Fax (landnummer) (netnummer)
- E-mailadres (indien beschikbaar):
- Talen waarin kan worden gecommuniceerd :

- d) Informatie over de natuurlijke persoon ten aanzien van wie de beslissing inzake toezichtmaatregelen is gegeven:

Naam:

Voornaam of voornamen:

Meisjesnaam, indien van toepassing:

Aliassen, indien van toepassing:

Geslacht:

Nationaliteit:

Persoonsnummer of socialeverzekeringsnummer (indien beschikbaar):

Geboortedatum:

Geboorteplaats:

Adressen/verblijfplaatsen:

- in de beslissingsstaat:
- in de tenuitvoerleggingsstaat:
- elders:

Taal of talen die de persoon verstaat (indien bekend):

Gelieve in voorkomend geval de volgende gegevens te vermelden:

- Aard en nummer van het identiteitsdocument of de identiteitsdocumenten van de persoon (identiteitskaart, paspoort):
- Aard en nummer van de verblijfstitel van persoon in de tenuitvoerleggingsstaat:

- e) Informatie betreffende de lidstaat waaraan de beslissing inzake toezichtmaatregelen, tezamen met het certificaat, worden toegezonden :

De beslissing inzake toezichtmaatregelen wordt samen met het certificaat aan de onder a) genoemde tenuitvoerleggingsstaat toegezonden om de volgende reden:

- ☐ De betrokkene heeft zijn/haar vaste en wettige verblijfplaats in de tenuitvoerleggingsstaat en stemt ermee in naar die staat terug te keren na van de betreffende toezichtmaatregelen op de hoogte te zijn gebracht;
- ☐ De betrokkene heeft gevraagd de beslissing inzake toezichtmaatregelen te doen toekomen aan de andere lidstaat dan de lidstaat waar de betrokkene zijn vaste en wettige verblijfplaats heeft, om de volgende reden :

.....

- f) Gegevens betreffende de beslissing inzake toezichtmaatregelen :

De beslissing is gewezen op (datum: dd-mm-jjjj):

De beslissing is uitvoerbaar geworden op (datum: dd-mm-jjjj):

Gelieve dit vakje aan te kruisen indien op het tijdstip van de toezending van dit certificaat een rechtsmiddel is ingesteld tegen de beslissing inzake toezichtmaatregelen ☐

Dossiernummer van de beslissing (eventueel):

De betrokkene bevond zich gedurende de volgende periode in voorlopige hechtenis (indien van toepassing):

1. De beslissing betreft in totaal vermeende strafbare feiten.

Beknopt overzicht van de feiten en beschrijving van de omstandigheden waarin de vermeende strafbare feiten zijn gepleegd, waaronder tijdstip en plaats, en de aard van betrokkenheid van de persoon:

.....

Aard en wettelijke kwalificatie van de vermeende strafbare feiten en toepasselijke wettelijke bepalingen/toepasselijk wetboek op grond waarvan de beslissing is gegeven:

.....

2. Als de in punt 1 genoemde strafbare feiten één of meer van de volgende vermeende strafbare feiten – zoals omschreven in het recht van de beslissingsstaat – vormen die in de beslissingsstaat strafbaar zijn gesteld met een vrijheidsstraf of een tot vrijheidsbeneming strekkende maatregel met een maximum van ten minste drie jaar, gelieve dit dan te bevestigen door de overeenkomstige vakken aan te kruisen :

- ☐ deelneming aan een criminele organisatie;
- ☐ terrorisme;
- ☐ mensenhandel;
- ☐ seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie;
- ☐ illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen;
- ☐ illegale handel in wapens, munitie en explosieven;
- ☐ omkoping;
- ☐ fraude, met inbegrip van fraude waardoor de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen worden geschaad in de zin van de Overeenkomst van 26 juli 1995 aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen;
- ☐ witwassen van opbrengsten van misdrijven;
- ☐ valsemunterij, met inbegrip van namaak van de euro;
- ☐ computercriminaliteit;
- ☐ milieumisdrijven, met inbegrip van de illegale handel in bedreigde diersoorten en de illegale handel in bedreigde planten – en boomsoorten;
- ☐ hulp bij illegale binnenkomst en illegaal verblijf;
- ☐ moord en doodslag, zware mishandeling;
- ☐ illegale handel in menselijke organen en weefsels;
- ☐ ontvoering, wederrechtelijke vrijheidsberoving en gijzeling;
- ☐ racisme en vreemdelingenhaat;
- ☐ georganiseerde of gewapende diefstal;
- ☐ illegale handel in cultuurgoederen, waaronder antiquiteiten en kunstvoorwerpen;
- ☐ oplichting;
- ☐ racketeering en afpersing;
- ☐ namaak van producten en productpiraterij;
- ☐ vervalsing van administratieve documenten en handel in valse documenten;
- ☐ vervalsing van betaalmiddelen;
- ☐ illegale handel in hormonale stoffen en andere groeibevorderaars;
- ☐ illegale handel in nucleaire en radioactieve stoffen;
- ☐ handel in gestolen voertuigen;
- ☐ verkrachting;
- ☐ opzettelijke brandstichting;
- ☐ misdrijven die onder de rechtsmacht van het Internationaal Strafhof vallen;
- ☐ kaping van vliegtuigen en schepen;
- ☐ sabotage.

3. Voor zover de in punt 1 genoemde strafbare feiten niet onder punt 2 vallen, of de beslissing samen met het certificaat wordt toegezonden aan een lidstaat die heeft verklaard te zullen toetsen aan de dubbele strafbaarheid (artikel 14, lid 4, van het kaderbesluit), gelieve een volledige beschrijving van de vermeende strafbare feiten te geven :

.....
.....
.....
.....

g) Gegevens betreffende de duur en de aard van de toezichtmaatregelen

1. Het tijdvak gedurende welke de beslissing inzake toezichtmaatregelen van toepassing is, en of die beslissing kan worden verlengd (indien van toepassing) :

.....

2. Het tijdvak gedurende welke de toezichtmaatregelen naar verwachting moeten worden bewaakt, rekening houden met alle omstandigheden die bekend zijn wanneer de beslissing inzake toezichtmaatregelen wordt toegezonden (indicatieve informatie) :

.....

3. Aard van de toezichtmaatregelen (eventueel meerdere vakjes aankruisen):

- ☐ de verplichting van de betrokkene om de bevoegde autoriteit van de tenuitvoerleggingsstaat in kennis te stellen van welke wijziging van zijn verblijfplaats, met name met het oog op toezending van de oproeping om tijdens de strafprocedure in rechte te verschijnen;
- ☐ het verbod om bepaalde locaties, plaatsen of afgebakende gebieden in de beslissingsstaat of in de tenuitvoerleggingsstaat te betreden;
- ☐ de verplichting om, in voorkomend geval gedurende aangegeven perioden, op een aangegeven plaats te blijven;
- ☐ de beperking van het recht om het grondgebied van de tenuitvoerleggingsstaat te verlaten;
- ☐ de verplichting zich op gezette tijden bij een bepaalde autoriteit te melden;
- ☐ de verplichting contact met bepaalde personen te vermijden in verband met de vermeende strafbare feiten;
- ☐ andere maatregelen waarop de tenuitvoerleggingsstaat overeenkomstig een mededeling krachtens artikel 8, lid 2, van het kaderbesluit bereid is toezicht te houden.

Indien u het vakje betreffende "andere maatregelen" hebt aangekruist, gelieve te specificeren om welke maatregel het gaat door het passende vakje (of vakjes) aan te kruisen :

- ☐ Het verbod om bepaalde activiteiten die verband houden met de vermeende strafbare feiten te verrichten, waarbij het onder meer kan gaan om een bepaald beroep of werkterrein;
- ☐ Een rijverbod;
- ☐ De verplichting om in een bepaald aantal termijnen of in één keer, een som geld te storten of aan andere waarborg te verstrekken;
- ☐ De verplichting om een therapie of verslavingsbehandeling te ondergaan;
- ☐ De verplichting contact te vermijden met bepaalde voorwerpen in verband met de vermeende strafbare feiten;
- ☐ Andere (gelieve nader te bepalen) :.....

4. Gelieve de in punt 3 vermelde toezichtmaatregel(en) nauwkeurig te beschrijven :

.....

h) Andere relevante omstandigheden, bijvoorbeeld bijzondere redenen waarom de toezichtmaatregelen zijn opgelegd (facultatieve informatie) :

De tekst van de beslissing wordt bij het certificaat gevoegd.

Handtekening van de autoriteit die het certificaat afgeeft en/of haar vertegenwoordiger, waarmee de juistheid van de inhoud van het certificaat wordt bevestigd :

.....

Naam:

Functie (titel/rang):

Datum:

Dossiernummer (eventueel):

Officieel stempel (indien nodig) :

Bijlage 2**FORMULIER BEDOELD IN ARTIKEL 24,§ 2**

| | |
|----|---|
| a) | Gegevens betreffende de identiteit van de onder toezicht staande persoon : Naam: Voornaam of voornamen: Meisjesnaam, indien van toepassing: Aliassen, indien van toepassing: Geslacht: Nationaliteit: Persoonsnummer of socialeverzekeringsnummer (indien beschikbaar): Geboortedatum: Geboorteplaats: Adres: Taal of talen die de persoon verstaat (indien bekend): |
| b) | Gegevens over de beslissing inzake toezichtmaatregelen: Beslissing gegeven op: Dossiernummer (eventueel): Autoriteit die de beslissing heeft gegeven Officiële naam: Adres: Het certificaat is afgegeven op: Autoriteit die het certificaat heeft afgegeven: Dossiernummer (eventueel): |
| c) | Gegevens over de autoriteit die belast is met het bewaken van de toezichtmaatregel(en): Officiële naam: Naam van de contactpersoon: Functie (titel/rang): Adres: Tel. (landnummer) (netnummer) Fax (landnummer) (netnummer) E-mailadres : Talen waarin kan worden gecommuniceerd : |

d) Inbreuk op (een) toezichtmaatregel(en) en/of andere bevindingen die kunnen leiden tot een vervolgbeslissing :

De onder a) genoemde persoon heeft de volgende toezichtmaatregel(en) niet nageleefd:

- ☐ de verplichting van de betrokkene om de bevoegde autoriteit van de tenuitvoerleggingsstaat in kennis te stellen van welke wijziging van zijn verblijfplaats, met name met het oog op toezending van de oproeping om tijdens de strafprocedure in rechte te verschijnen;
- ☐ het verbod om bepaalde locaties, plaatsen of afgebakende gebieden in de beslissingsstaat of in de tenuitvoerleggingsstaat te betreden;
- ☐ de verplichting om, in voorkomend geval gedurende aangegeven perioden, op een aangegeven plaats te blijven;
- ☐ de beperking van het recht om het grondgebied van de tenuitvoerleggingsstaat te verlaten;
- ☐ de verplichting zich op gezette tijden bij een bepaalde autoriteit te melden;
- ☐ de verplichting contact met bepaalde personen te vermijden in verband met de vermeende strafbare feiten;
- ☐ andere maatregelen (gelieve nader te bepalen):

.....

Beschrijving van de inbreuk(en) (plaats, datum, nadere bijzonderheden) :

.....
.....
.....

Andere bevindingen die aanleiding kunnen geven tot een vervolgbeslissing

Beschrijving:

.....
.....
.....

- e) Contactgegevens van de persoon die benaderd moet worden voor aanvullende informatie over de inbreuk :
- Naam:.....
- Voornaam of voornamen:
- Adres:
- Tel. (landnummer) (netnummer).....
- Fax (landnummer) (netnummer)
- E-mailadres :
- Talen waarin kan worden gecommuniceerd :
- Handtekening van de autoriteit die het formulier afgeeft en/of haar vertegenwoordiger, waarmee de juistheid van de inhoud van het formulier wordt bevestigd:
- Naam:.....
- Functie (titel/rang):
- Datum:
- Officieel stempel (indien van toepassing):

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/30312]

10 OKTOBER 1967. — Gerechtiglijk Wetboek, Deel II, Boek II, Titel III tot V. — Officieuze coördinatie in het Duits

- de wet van 29 april 1999 tot wijziging, wat de wedden van de magistraten van de Rechterlijke Orde betreft, van het Gerechtelijk Wetboek (*Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1999);